

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1928.

Projet de loi

approuvant le **Traité de conciliation de règlement judiciaire et d'arbitrage** signé à **Bruxelles**, le **19 juillet 1927**, entre la **Belgique** et l'**Espagne**.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation des Chambres législatives le **Traité belgo-espagnol de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage** qui a été signé à **Bruxelles**, le **19 juillet 1927**, par mon honorable prédécesseur et **S. E. M. l'Ambassadeur d'Espagne**.

Comme les autres accords de même nature conclus récemment par la Belgique avec diverses Puissances et déjà approuvés par le Parlement, le traité qui vous est soumis fera bénéficier les deux pays contractants des méthodes nouvelles si heureusement adoptées pour le règlement pacifique des litiges internationaux.

Il ne manquera pas de resserrer encore les liens d'amitié qui unissent la Belgique à l'Espagne.

La convention du **19 juillet 1927** abroge le traité d'arbitrage conclu le **23 janvier 1905** entre les deux pays.

J'ai la confiance, Messieurs, que vous voudrez bien adopter le projet de loi ci-joint portant approbation du **Traité belgo-espagnol de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage**.

Le Ministre des Affaires Étrangères.

HYMANS.

**Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage
entre la Belgique et l'Espagne.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SA MAJESTÉ LE ROI
D'ESPAGNE,

animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Belgique et l'Espagne, et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs Plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI BELGES :

M. Emile VANDERVELDE, Ministre d'Etat, Son Ministre des Affaires Etrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence M. E. DE PALACIOS Y FAU, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Belgique et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PARTIE I.

ARTICLE 2.

Tous litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

ARTICLE 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent

Traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 4.

Avant d'être soumis à la procédure judiciaire prescrite à l'article 2 du présent Traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une Commission Internationale Permanente, dite Commission Permanente de Conciliation, constituée conformément au présent Traité.

ARTICLE 5.

La Commission Permanente de Conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le Président de la Commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les Commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la Commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; les Parties se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions de Président à un autre des membres de la Commission désigné en commun.

Un membre, dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de Conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de Conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siègera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent Traité.

ARTICLE 6.

La Commission Permanente de Conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois, à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elle présentera des candidats en

nombre égal aux membres à désigner; le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

ARTICLE 7.

La Commission Permanente de Conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

ARTICLE 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la Commission de Conciliation aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouveraient momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

ARTICLE 9.

La Commission de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ces travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois, à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la Commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour Permanente de Justice Internationale ou le Tribunal Arbitral saisi du différend ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la Commission.

ARTICLE 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de Conciliation règlera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions Internationales d'enquêtes) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ARTICLE 11.

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

ARTICLE 12.

Les travaux de la Commission de Conciliation ne sont publiés qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

ARTICLE 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de Conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

ARTICLE 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

ARTICLE 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

ARTICLE 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de Conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités prévues à l'alinéa 1^{er} étant comprises parmi ces frais communs.

ARTICLE 17.

A défaut de conciliation devant la Commission Permanente de Conciliation, la contestation sera soumise soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour Permanente de Justice Internationale, suivant les stipulations de l'article 2 du présent Traité.

En ce cas, comme dans celui où il n'y aurait pas eu recours préalable à la Commission Permanente de Conciliation, les Parties établiront de commun accord

le compromis déferant le litige à la Cour Permanente de Justice Internationale ou désignant des arbitres. Le compromis déterminera nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour Permanente de Justice Internationale ou au tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Parties. Il sera établi par échange de notes entre les deux Gouvernements.

La Cour Permanente de Justice Internationale chargée de statuer sur le différend ou le tribunal arbitral désigné aux mêmes fins, auront respectivement compétence pour interpréter les termes du compromis.

Si le Compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour Permanente de Justice Internationale.

Au surplus, la procédure applicable sera celle prévue par le statut de la Cour Permanente de Justice Internationale ou, en cas de recours à un tribunal arbitral, celle prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

PARTIE II.

ARTICLE 18.

Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent Traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission Permanente de Conciliation.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la Commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite Commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

La procédure prévue par les articles 7, alinéa 2, et 8 à 16 du présent Traité sera applicable.

ARTICLE 19.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral, qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent Traité, en ce qui concerne la Commission de Conciliation. Ce tribunal arbitral aura, en pareil cas, les pouvoirs d'amiable compositeur, et dictera un règlement obligatoire pour les Parties.

ARTICLE 20.

Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 21.

Si la Cour Permanente de Justice Internationale ou le Tribunal Arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation accordée à la Partie lésée.

ARTICLE 22.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de Conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice Internationale ou de la sentence du Tribunal Arbitral. A cet effet, la Commission de Conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal Arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

ARTICLE 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour Permanente de Justice Internationale par voie de simple requête.

ARTICLE 24.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

Le présent Traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent Traité.

Le présent Traité abroge le Traité d'arbitrage conclu entre les Parties contractantes, le 23 janvier 1905.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 19 juillet 1927.

(s.) E. VANDERVELDE.

(s.) EMILIO DE PALACIOS.

PROTOCOLE FINAL.

Aucune contestation n'existant actuellement entre les deux Etats, les Parties Contractantes en signant le présent Traité n'ont fait aucune déclaration concernant l'application rétroactive du Traité, puisque cette question ne se pose pas ; toutefois il est entendu que les engagements que stipule ce traité seront applicables aux contestations portant sur l'interprétation de tout traité antérieur encore en vigueur, dont, après la signature du présent Traité de Conciliation, de Règlement Judiciaire et d'Arbitrage, il serait fait par l'une des Parties une application que l'autre Partie jugerait non conforme à ses droits. Il en serait encore ainsi si l'application incriminée avait commencé dès avant la signature du présent Traité et se poursuivait après ladite signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 19 juillet 1927.

(s) E. VANDERVELDE.

(s) EMILIO DE PALACIOS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1928.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage te Brussel geteekend, den 19 Juli 1927 tusschen België en Spanje.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer het Belgisch-Spaansch Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage dat op 19 Juli 1927, te Brussel, door mijnen achtbaren voorganger en door Z. E. den heer Ambassadeur van Spanje ondertekend werd, aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers te onderwerpen.

Zooals de andere soortgelijke akkoorden die onlangs door België met verscheidene Mogendheden aangegaan werden en die reeds door het Parlement goedgekeurd werden, zal het Verdrag dat U onderworpen wordt aan beide verdragsluitende landen het genot verschaffen der nieuwe methodes die voor de vreedzame regeling der internationale geschillen met zoo gunstig gevolg aangenomen werden.

Het zal ongetwijfeld de vriendschapsbanden die België en Spanje vereenigen, nog nauwer toehalen.

Door de overeenkomst van 19 Juli 1927 wordt het arbitrage-verdrag dat op 23 Januari 1905 tusschen beide landen aangegaan werd, afgeschaft.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat gij het bijgaande wetsvoorstel tot goedkeuring van het Belgisch-Spaansch Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage wel zult willen aannemen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

**Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage
tusschen België en Spanje.**

**ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN ZIJNE MAJESTEIT
DE KONING VAN SPANJE,**

bezield met den wensch de tusschen België en Spanje bestaande vriendschapsbanden nauwer aan te halen en de geschillen die tusschen beide landen zouden oprijzen volgens de hoogste beginselen van het openbaar volkenrecht op te lossen, hebben besloten te dien einde een verdrag aan te gaan en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer E. VANDERVELDE, Staatsminister, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken,

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE :

Zijne Excellentie den Heer E. DE PALACIOS Y FAU, Zijn Buitengewonen en Gevolmachtigden Ambassadeur,

Welke, na elkander kennis te hebben gegeven van hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EEN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich wederzijds al de geschillen of conflicten, van welken aard ook, die tusschen België en Spanje zouden oprijzen en die niet door de gewone diplomatieke middelen konden opgelost worden, langs vredelievenden weg en volgens de in dit verdrag voorziene methoden te regelen.

DEEL I.

ARTIKEL 2.

Alle geschillen tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, van welken aard zij ook zijn, aangaande welke de Partijen elkander een recht zouden betwisten en die niet in der minne door de gewone diplomatieke middelen konden geregeld worden, zullen hetzij aan een scheidsgerecht, hetzij aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie voor uitspraak onderworpen worden.

De betwistingen voor welker oplossing een bijzondere procedure door andere tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen van kracht zijnde overeenkomsten voorzien is, zullen volgens de beschikkingen van deze overeenkomsten geregeld worden.

ARTIKEL 3.

Indien het gaat om een betwisting waarvan het voorwerp, volgens de binnenslandsche wetgeving van eene der Partijen, tot de bevoegdheid der nationale

rechtbanken behoort, zal deze Partij er zich mogen tegen verzetten dat deze betwisting aan de door dit Verdrag voorziene procedure onderworpen worde, vooraleer de bevoegde rechterlijke overheid, binnen een redelijken tijd, definitief uitspraak gedaan heeft.

ARTIKEL 4.

Vooraleer aan de in artikel 2 van dit Verdrag voorgeschreven gerechtelijke procedure onderworpen te worden, zal het geschil, in gemeen overleg tusschen de Partijen, voor verzoening kunnen onderworpen worden aan eene Bestendige Internationale Commissie, genaamd Bestendige Verzoeningcommissie en samengesteld in overeenkomst met dit Verdrag.

ARTIKEL 5.

De Bestendige Verzoeningcommissie zal uit vijf leden bestaan. De Verdragssluitende Partijen zullen elk een commissaris naar hun zin benoemen en de drie andere in gemeen overleg aanwijzen en, onder deze laatsten, den Voorzitter der Commissie. Deze drie commissarissen zullen noch onderhoorigen der Verdragssluitende Partijen zijn, noch hunne woonplaats op hun grondgebied hebben of zich in hun dienst bevinden. Zij zullen alle drie van verschillende nationaliteit zijn.

De commissarissen zullen voor drie jaar benoemd worden. Indien er, bij het verstrijken van het mandaat van een lid der Commissie, in zijne vervanging niet voorzien wordt, dan wordt zijn mandaat beschouwd als zijnde hernieuwd voor een tijdperk van drie jaar; de Partijen behouden zich evenwel het recht voor, bij het verstrijken van den termijn van drie jaar, het ambt van den Voorzitter aan een ander der in gemeen overleg aangewezen leden der Commissie over te dragen.

Een lid waarvan het mandaat tijdens den duur van een loopende procedure verstrijkt, gaat voort aan het onderzoek van het geschil deel te nemen tot de procedure geëindigd is, niettegenstaande het feit dat zijn plaatsvervanger aangewezen zou zijn.

In geval van overlijden of ontslag van een der leden van de Verzoeningcommissie, zal hij moeten vervangen worden voor den overblijvenden duur van zijn mandaat, zoo mogelijk binnen de drie volgende maanden en, in ieder geval, zoodra een geschil aan de Commissie zal onderworpen zijn.

In geval een der door de Verdragssluitende Partijen in gemeen overleg aangewezen leden van de Verzoeningcommissie tijdelijk zou belet zijn, ten gevolge van ziekte of van elke andere omstandigheid aan de werkzaamheden der Commissie deel te nemen, zullen de Partijen zich met elkander verstaan om een plaatsvervanger aan te wijzen, die tijdelijk in zijne plaats zal zetelen.

Indien de aanwijzing van dezen plaatsvervanger niet binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van het tijdelijk openvallen van den zetel, plaats heeft, zal er overeenkomstig artikel 6 van dit Verdrag gehandeld worden.

ARTIKEL 6.

De Bestendige Verzoeningcommissie zal binnen de zes maanden, die op de uitwisseling van de bekrachtigingen van dit Verdrag volgen, samengesteld worden.

Indien de benoeming der in gemeen overleg aan te wijzen commissarissen niet binnen den vermelden termijn of, in geval van vervanging, binnen de drie maanden te rekenen van het openvallen van den zetel plaats greep, zal die taak aan een door de Partijen in gemeen overleg aangewezen derde Mogendheid toevertrouwd worden. Indien hieromtrent geene overeenstemming bereikt wordt, zal elke Partij eene verschillende Mogendheid aanwijzen en zullen de aldus aangewezen Mogendheden samen de benoemingen doen. En indien, binnen een termijn van twee maanden, deze twee Mogendheden het niet eens konden worden, zal elk hunner kandidaten voorstellen in gelijk aantal met de te benoemen leden : het lot zal beslissen welke der aldus voorgestelde kandidaten zullen aangenomen worden.

ARTIKEL 7.

De kwestie zal bij de Verzoeningscommissie aanhangig gemaakt worden door middel van een verzoekschrift gericht tot den Voorzitter door beide Partijen handelend in gemeen overleg.

Het verzoekschrift zal, na eene korte uiteenzetting van het voorwerp van het geschil, eene uitnodiging aan de Commissie bevatten om over te gaan tot het nemen van alle maatregelen die geschikt zijn om tot een verzoening te leiden

ARTIKEL 8.

Binnen een termijn van twee weken, te rekenen van den datum waarop het geschil bij de Verzoeningscommissie aanhangig gemaakt werd, zal elke Partij, voor het onderzoek van dit geschil, het door haar aangewezen bestendig lid mogen vervangen door een persoon die een bijzondere bevoegdheid ter zake bezit. De Partij die van dit recht gebruik zou willen maken, zal er onmiddellijk aan de andere Partij kennis van geven ; deze zal het recht hebben gebruik te maken van hetzelfde recht binnen een termijn van twee weken te rekenen van den datum waarop het bericht haar zal toegekomen zijn.

Elke Partij behoudt zich het recht vóór onmiddellijk een plaatsvervanger te benoemen om tijdelijk het door haar aangewezen bestendig lid te vervangen, dat, ten gevolge van ziekte of elke andere omstandigheid, tijdelijk zou belet zijn aan de werkzaamheden der Commissie deel te nemen.

ARTIKEL 9.

De Verzoeningscommissie zal als taak hebben de betwiste kwesties toe te lichten, te dien einde door onderzoek of eenig ander middel alle nuttige inlichtingen te verzamelen en te trachten de Partijen te verzoenen. Zij zal, na een onderzoek der aangelegenheid, aan de Partijen de voorwaarden der haar passend schijnende schikking kunnen uiteenzetten en hun een termijn toestaan om zich uit te spreken.

Wanneer de Commissie haar werk geëindigd heeft, zal zij een proces-verbaal opmaken waarbij vastgesteld wordt, volgens het geval, ofwel dat de Partijen eene schikking aangenomen hebben en, in voorkomend geval, de voorwaarden dezer schikking, ofwel dat de Partijen niet konden verzoend worden.

De werkzaamheden der Commissie zullen, tenzij de Partijen anders overeenkomen, moeten geëindigd zijn binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van den dag waarop het geschil bij de Commissie aanhangig gemaakt werd

Indien de Partijen niet verzoend werden, zal de Commissie, tenzij de eene of de andere der door de Partijen vrij benoemde commissarissen er zich tegen zou verzetten, kunnen bevelen, zelfs alvorens het Bestendige Hof van Internationale Justitie of het Scheidsgerecht waarbij het geschil aanhangig gemaakt is, definitief uitspraak gedaan heeft, dat een verslag zal bekendgemaakt worden waarin het advies van elk lid der Commissie zal vermeld staan.

ARTIKEL 10.

Behoudens eene bijzondere tegenovergestelde bepaling zal de Verzoeningscommissie zelf hare procedure regelen, die in elk geval tegensprekelijk zal moeten zijn. In zake onderzoek zal de Commissie, indien zij er bij eenparigheid niet anders over beslist, zich gedragen naar de beschikkingen van Titel III (Internationale Commissies voor Onderzoek) der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

ARTIKEL 11.

De Verzoeningscommissie zal vergaderen op de door haar Voorzitter aangeduide plaats, ten ware de Partijen anders overeenkwamen.

ARTIKEL 12.

De werken der Verzoeningscommissie worden slechts bekendgemaakt krachtens een besluit genomen door de Commissie met de goedkeuring der Partijen.

ARTIKEL 13.

De Partijen zullen bij de Verzoeningscommissie vertegenwoordigd zijn door agenten die tot taak hebben op te treden als bemiddelaars tusschen hen en de Commissie; zij zullen zich bovendien mogen doen bijstaan door raads mannen en deskundigen door hen te dien einde benoemd, en mogen vragen dat elk persoon, wiens getuigenis hun nuttig schijnt, zou gehoord worden.

Van haren kant zal de Commissie het recht hebben mondelingen uitleg te vragen aan de agenten, raads mannen en deskundigen van beide Partijen, alsook aan elken persoon dien zij het nuttig zou achten met de toestemming zijner regering te doen verschijnen.

ARTIKEL 14.

Behoudens eene tegenovergestelde beschikking van dit Verdrag zullen de besluiten der Verzoeningscommissie bij meerderheid van stemmen genomen worden.

ARTIKEL 15.

De Verdragssluitende Partijen gaan de verplichting aan de werkzaamheden der Verzoeningscommissie te vergemakkelijken en inzonderheid, haar, in zoo ruime mate mogelijk, alle nuttige documenten en inlichtingen te verschaffen, alsook de te hunner beschikking staande middelen te gebruiken om haar toe te laten op hun grondgebied en volgens hunne wetgeving over te gaan tot de dagvaarding en het verhoor van getuigen of van deskundigen en tot begevingen ter plaats.

ARTIKEL 16.

Tijdens de werkzaamheden der Verzoeningscommissie zal ieder der commissarissen een vergoeding ontvangen, waarvan het bedrag in gemeen overleg tusschen de Verdragsluitende Partijen zal vastgesteld worden.

Iedere Regeering zal haar eigen onkosten dragen alsook een gelijk deel der gemeenschappelijke onkosten der commissie; de in de eerste alinea voorziene vergoedingen zullen onder de gemeenschappelijke onkosten begrepen zijn.

ARTIKEL 17.

Indien geene verzoening voor de Bestendige Verzoeningscommissie bereikt wordt, zal het geschil ofwel aan een scheidsgerecht, ofwel aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie, volgens de bepalingen van artikel 2 van dit verdrag, onderworpen worden.

In dit geval alsmede ingeval geen voorafgaande toevlucht tot de Bestendige Verzoeningscommissie zou genomen zijn, zullen de Partijen in gemeen overleg het compromis vaststellen waarbij het geschil vóór het Bestendige Hof van Internationale Justitie gebracht wordt of waarbij de scheidsrechters worden aangewezen. Het compromis zal op duidelijke wijze het voorwerp van het geschil, de bijzondere bevoegdheden, die aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie of aan het scheidsgerecht zouden kunnen toegekend worden, alsmede alle andere tusschen de Partijen vastgestelde voorwaarden bepalen. Het zal door wisseling van nota's tusschen de beide Regeeringen worden opgemaakt.

Het Bestendige Hof van Internationale Justitie, dat gelast is over het geschil uitspraak te doen of het met hetzelfde doel aangewezen scheidsgerecht, zullen respectievelijk bevoegdheid hebben om de bewoordingen van het compromis uit te leggen.

Indien het compromis niet vastgesteld is binnen de drie maanden te rekenen van den dag waarop bij eene der Partijen het verzoek om gerechtelijke regeling aanhangig is gemaakt, zal elke Partij, na hiervan een maand te voren kennis gegeven te hebben, het geschil rechtstreeks, door middel van een verzoekschrift, voor het Bestendige Hof van Internationale Justitie kunnen brengen.

Bovendien zal de toe te passen procedure die zijn welke voorzien is door het Statuut van het Bestendige Hof van Internationale Justitie of, in geval van toevlucht tot een scheidsgerecht, degene voorzien door de Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907, voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

DEEL II.

ARTIKEL 18.

Alle kwesties, waarover de Regeeringen van beide Hooge Verdragsluitende Partijen verdeeld zouden zijn zonder ze in der minne door de gewone diplomatieke middelen te kunnen oplossen, waarvan de oplossing niet door een vonnis zou kunnen nagestreefd worden, zooals voorzien is door artikel 2 van dit Verdrag en waarvoor niet alreeds een regelingsprocedure door een tusschen de Partijen van kracht zijnde Verdrag of Overeenkomst zou voorzien zijn, zullen aan de Bestendige Verzoeningscommissie onderworpen worden.

Bij gebrek aan overeenstemming tusschen de Partijen over het bij de Commissie in te dienen verzoekschrift, zal de eene of de andere het recht hebben, na een maand op voorhand daarvan kennis te hebben gegeven, de kwestie rechtstreeks aan gezegde Commissie te onderwerpen.

Indien het verzoekschrift van een enkele der Partijen uitgaat, zal het door deze zonder verwijl ter kennis der tegenpartij worden gebracht.

De door artikelen 7, alinea 2, en 8 tot 16 van dit Verdrag voorziene procedure zal toepasselijk zijn.

ARTIKEL 19.

Indien de Partijen niet kunnen verzoend worden, zal het geschil, op verzoek van een enkele der Partijen, voor beslissing onderworpen worden aan een scheidsgerecht, hetwelk, bij gebrek aan een andere afspraak tusschen de Partijen, samengesteld zal zijn uit vijf leden aangewezen voor ieder afzonderlijk geval volgens de methode voorzien in artikels 5 en 6 van dit Verdrag, wat de Verzoeningscommissie betreft. Dit scheidsgerecht zal in dergelijk geval de bevoegdheid van een twistvereffenaar in der minne hebben en het zal een regeling voorschrijven welke voor de Partijen verplichtend zal zijn.

ARTIKEL 20.

Wanneer er tusschen hen aanleiding tot arbitrage zal bestaan, verbinden de Verdragsluitende Partijen er zich toe, binnen een termijn van drie maanden te rekenen van den dag waarop de eene der Partijen het verzoek om arbitrage tot de andere zal gericht hebben, een bijzonder compromis aan te gaan betreffende het voorwerp van het geschil, alsmede de modaliteiten der procedure.

Indien dit compromis niet binnen den voorzienen termijn kan aangegaan worden, zal er daarin verplichtend voorzien worden overeenkomstig de procedure voorzien in Titel IV der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, waardoor in dit geval de toevlucht tot arbitrage zal beheerscht zijn.

ALGEMEENE BESCHIKKINGEN.

ARTIKEL 21.

Indien het Bestendige Hof van Internationale Justitie of het Scheidsgerecht vaststelde dat eene beslissing van eene rechtbank of van elke andere overheid afhangende van ééne der Verdragsluitende Partijen geheel of gedeeltelijk met het volkenrecht in strijd is en indien het constitutioneel recht dezer Partij niet zou toelaten of slechts op onvolmaakte wijze zou toelaten langs administratieve weg de gevolgen der beslissing waarvan sprake te niet te doen, zou de gerechtelijke of scheidsrechterlijke uitspraak den aard en den omvang van het aan de benadeelde Partij te verleenen herstel aangeven.

ARTIKEL 22.

Gedurende de procedure van verzoening, de gerechtelijke procedure of de scheidsrechterlijke procedure zullen de verdragsluitende Partijen zich onthouden van elken maatregel, die eene terugwerking zou kunnen hebben op het aan-

nemen der voorstellen van de Verzoeningscommissie of op het uitvoeren van het arrest van het Bestendige Hof van Internationale Justitie of van het vonnis van het Scheidsgerecht. Te dien einde zullen de Verzoeningscommissie, het Gerechthof en het Scheidsgerecht in voorkomend geval bevelen welke provisioneele maatregelen dienen genomen te worden.

ARTIKEL 23.

De betwistingen die zouden ontstaan aangaande de uitlegging of de uitvoering van dit Verdrag zullen, behoudens tegenovergestelde overeenkomst, rechtstreeks aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie door middel van een eenvoudig verzoekschrift onderworpen worden.

ARTIKEL 24.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden. De bewijsschriften van bekrachtiging zullen te Brussel, binnen den kortst mogelijken tijd, uitgewisseld worden.

Dit Verdrag zal op den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen in werking treden en het zal een duur van tien jaar hebben te rekenen van dezen datum. Indien het niet opgezegd is zes maanden vóór het verstrijken van dezen termijn, zal het beschouwd worden als zijnde hernieuwd voor een tijdperk van tien jaar, en zoo voorts.

Indien er, bij het verstrijken van dit verdrag, eene procedure van verzoening, van gerechtelijke regeling of van arbitrage hangend is, zal zij haren loop volgen tot zij voleindigd is, overeenkomstig de bepalingen van dit verdrag.

Door dit verdrag wordt het tusschen de verdragsluitende Partijen op 23 Januari 1905 gesloten Arbitrage-verdrag afgeschaft.

Ter oorkonde waarvan, de bovengenoemde gevolmachtigden dit verdrag onderteekend hebben en er hunnen stempel op gedrukt hebben.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, den 19^{en} Juli 1927.

(g.) E. VANDERVELDE.

(g.) Emilio DE PALACIOS.

SLOTPROTOCOL.

Daar thans geen enkele betwisting tusschen beide Staten bestaat, hebben de Verdragsluitende Partijen bij het onderteekenen van dit Verdrag geen Verklaring afgelegd betreffende de terugwerkende toepassing van het Verdrag, aangezien deze vraag zich niet voordoet; echter is het verstaan dat de door dit verdrag bepaalde verbintenissen toepasselijk zullen zijn op de betwistingen gaande over de uitlegging van elk nog van kracht zijnde vroeger verdrag, dat, na de onderteekening van dit Verdrag van Verzoening, Gerechtelijke Regeling en Arbitrage, door eene der Partijen zou toegepast worden op eene wijze die de andere Partij als in strijd met hare rechten zou beschouwen. Dit zou ook nog het geval zijn indien de aangeklaagde toepassing reeds vóór de onderteekening van dit Verdrag begonnen was en na gezegde onderteekening voortgezet werd.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, den 19^{en} Juli 1927.

(g.) E. VANDERVELDE.

(g.) Emilio DE PALACIOS.

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 JANVIER 1928.

PROJET DE LOI CRÉANT UN FONDS SPÉCIAL ET TEMPORAIRE DES GRANDS TRAVAUX.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le régime spécial prévu dans le projet de loi s'applique à quatre groupes de travaux : ceux du canal de Bruxelles à Charleroi, ceux de la Sambre, ceux de la Meuse et ceux des canaux à améliorer et à construire entre la Meuse et Anvers.

Les travaux du canal de Bruxelles à Charleroi sont l'achèvement d'un ouvrage commencé il y a longtemps et qu'il importe de terminer dans le plus bref délai possible ; les aménagements de la Sambre et de la Meuse font partie d'un programme entamé depuis quelques années déjà ; enfin, l'amélioration des canaux de la Campine et le creusement d'un canal direct entre Liège et Anvers, doivent être considérés comme le complément logique de travaux antérieurs, notamment de ceux qui rendent la Meuse navigable pour de grands bateaux.

L'ensemble de ces travaux constitue un programme dont la réalisation peut et doit être menée à bien en une douzaine d'années, suivant le tableau des dépenses annuelles inscrit dans la loi. Il est du plus grand intérêt de conduire ces travaux avec célérité. Aussi longtemps que le canal de Bruxelles à Charleroi ne sera pas en état, les capitaux énormes que l'on a consacrés à l'amélioration de cet ouvrage et qui s'élèvent à l'heure actuelle à 66 millions de francs-or (soit à près de 460 millions de francs à la valeur actuelle) seront improductifs. Les aménagements et les endiguements de la Meuse et de la Sambre ont un caractère non moins pressant, si l'on veut assurer, enfin, la sécurité à des populations nombreuses et rendre au plus tôt impossible le retour de catastrophes semblables à celle qui a dévasté la vallée de la Meuse le 1^{er} janvier 1926. Certains ouvrages dans la région de Liège doivent être achevés au moment où s'ouvrira l'exposition de 1930. Il est urgent, enfin, d'améliorer la navigation vers Anvers et d'éviter ainsi le détournement du trafic Mosan vers des ports étrangers. Si ce détournement se produisait, il serait bien difficile plus tard de ramener le courant des marchandises vers notre port national.

Les travaux inscrits dans le programme présenté aux Chambres affectent un tel caractère d'urgence, que plusieurs membres de la Commission nationale des Grands Travaux proposèrent d'en confier l'exécution à des organismes privés. Il semblait à ces membres qu'une société qui avancerait les fonds nécessaires,

assureraient une continuité et une rapidité d'exécution qu'une administration de l'État dépendant des crédits votés annuellement ne peut garantir.

Cette proposition fut rejetée pour différentes raisons. Une société devrait emprunter et l'emprunt avec la garantie de l'État coûte plus cher qu'un emprunt direct des pouvoirs publics. Une société privée exécuterait les travaux publics dans de moins bonnes conditions techniques et financières que l'Administration des Ponts et Chaussées et avec moins de garantie que l'État.

Tout en écartant l'intervention de sociétés privées, pour l'exécution des travaux publics, la Commission a demandé au Gouvernement « qu'un plan financier soit adopté dès le début pour assurer l'exécution rapide et la continuité de l'entreprise et que dans ce but il soit créé un organisme qui, disposant de toutes les ressources nécessaires, soit chargé du service financier. ».

Il a paru que l'organisme demandé par la Commission nationale des grands travaux devrait être simplement un établissement doté de la personnalité civile et mandaté pour exécuter les grands travaux. Cet établissement, qu'on appellera le Fonds spécial et temporaire des grands travaux, devrait au cours de son existence temporaire, être assuré de recevoir les crédits suffisants.

Ce n'est pas la première fois que l'on constitue un Fonds spécial pour assurer la continuité d'une œuvre de longue haleine décidée par le Gouvernement et les Chambres et pour en soustraire l'exécution à tout aléa quant aux voies et moyens.

La loi du 28 juin 1896 créa un Fonds spécial et temporaire de 10 millions pour des travaux extraordinaires de voirie : il s'agissait de subvenir aux dépenses d'une réfection extraordinaire de la grande voirie de l'État et de subsidier des travaux extraordinaires d'amélioration de chemins communaux d'intérêt agricole. Ce Fonds, constitué au moyen de crédits à couvrir par les ressources ordinaires de l'État, était rattaché au Budget pour ordre, de manière que l'imputation des dépenses se trouvait soustraite à la règle de l'annalité qui régit les crédits inscrits au Budget ordinaire.

Un Fonds spécial de 20 millions, calqué sur le modèle du précédent, fut ouvert par la loi du 9 août 1897 pour la construction, l'amélioration et l'ameublement des casernes, des hôpitaux militaires et de l'école militaire.

La difficulté de renfermer la dépense dans les limites étroites d'un seul exercice budgétaire et l'opportunité de mesurer l'importance des crédits aux disponibilités annuelles justifiaient cette combinaison. Les imputations pouvaient se faire pendant un délai de huit ans pour le premier de ces fonds; de cinq ans, pour le second.

La loi du 26 août 1903 rattache au Budget pour ordre un Fonds spécial destiné à recevoir l'imputation des avances que le Trésor aurait à faire à la Ville de Bruxelles conformément à la convention du 7 avril précédent relative à la transformation du quartier de la Putterie.

Ce Fonds était alimenté par des crédits à inscrire au Budget extraordinaire.

La formule du Fonds spécial destiné à subvenir aux travaux du système défensif d'Anvers (loi du 30 mars 1906) est particulièrement intéressante à rappeler ici. Ce Fonds était alimenté par des prélèvements sur un crédit extraordinaire de 108 millions rattaché au Budget extraordinaire de l'exercice 1905, dont le Gouvernement était autorisé à disposer jusqu'au 31 décembre 1912.

« Un doute s'est élevé », écrivait le rapporteur du projet à la Chambre, M. A. Delbeke, « sur la constitutionnalité de cette combinaison budgétaire. Mais

il n'est pas fondé. Il atteindrait, d'ailleurs, les nombreux fonds spéciaux institués par diverses lois.

» Le siège de la matière est aux articles 141 et 145 de la Constitution. Il résulte de ces articles combinés que les lois d'impôt ne valent que pour un an. La loi sur la comptabilité de l'Etat, article 1^{er}, appliquant les règles constitutionnelles, établit le vote annuel des recettes et dépenses relatives à chaque exercice. Mais rien dans la Constitution n'oblige le Gouvernement à dépenser, dans le délai d'une année, les crédits spéciaux et extraordinaires qui lui sont alloués.

» Aussi, avant 1883, aucun délai ne limitait l'emploi des crédits extraordinaires. M. Graux, Ministre des Finances, révéla à la Chambre qu'il disposait de 137,679,000 francs de crédits votés et non utilisés, dont le plus ancien remontait à 1858. Cet usage était abusif parce qu'il supprimait en fait le contrôle du Parlement sur l'emploi des crédits. On fit alors rentrer annuellement tous les crédits spéciaux dans le Budget.

» Aussi le vote de ces crédits subit tous les retards de la discussion des Budgets, ce qui était de nature à empêcher l'adjudication des travaux publics aux époques voulues.

M. Beernaert remédia à cet inconvénient et inaugura la méthode actuellement suivie des Budgets extraordinaires, stipulant le délai de trois ans pour l'emploi des crédits.

» Le délai à laisser au Gouvernement pour la dépense d'un crédit spécial est donc abandonné à l'appréciation de la loi ordinaire. On peut être d'avis que, dans l'intérêt du contrôle, il ne convient pas de multiplier les fonds spéciaux, même temporaires. Mais, dans l'occurrence, le fonds spécial se justifie par cette raison que le Gouvernement s'engage à l'égard des communes intéressées, sous des peines civiles, à démolir l'enceinte actuelle à une date déterminée, et qu'il ne peut courir le risque de manquer de ressources pour continuer normalement le travail préalable à cette démolition.

» Toutefois, votre section centrale a pensé qu'il est utile de mettre dans la loi l'obligation de rendre annuellement compte aux Chambres de l'emploi du Fonds spécial. »

La loi prescrit ce rapport annuel.

En 1909, un nouveau Fonds spécial de 9 millions vint s'ajouter aux précédents, en vue de pourvoir à l'armement de la position d'Anvers. « Il importe, disait l'Exposé des motifs, que le Gouvernement dispose d'un fonds qui lui permette, dans une limite fixée, d'anticiper en quelque sorte sur les Budgets futurs et de grouper les ressources tout en distribuant la charge sur la période à laquelle cette charge doit incomber ».

Les divers fonds, dont il vient d'être parlé, étaient confondus dans l'encaisse générale du Trésor et étaient mis à la disposition du Gouvernement pendant un certain nombre d'années par l'inscription au Budget pour ordre. Ils avaient l'avantage de donner au Parlement l'occasion de marquer sa volonté d'exécuter, dans un délai fixé, un travail chevauchant sur plusieurs exercices budgétaires.

Le Fonds d'amortissement de la Dette publique institué en 1926 se distingue sur un point fondamental des fonds dont il a été question ci-dessus : il est, en effet, autonome et géré par un établissement public indépendant. Les fonds dont il est doté ne peuvent être confondus avec ceux du Trésor.

Il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin en constituant un fonds pour les grands travaux. Il faut, mais il suffit d'assurer les ressources nécessaires pour l'exécution dans un délai fixé d'un programme de travaux bien défini.

Pour atteindre ce but, on avait pensé doter un fonds d'une réserve constituée en titres que l'État lui aurait transférés en vue de les réaliser dans l'éventualité d'une insuffisance de crédits prévus au Budget.

Mais il a semblé qu'une telle disposition enlevait au Ministre des Finances la gestion financière, l'aménagement des ressources aux dépenses votées par le Parlement, l'émission des emprunts et le paiement des dépenses publiques dont il assume normalement la responsabilité.

Au surplus, cette garantie n'est pas nécessaire car il est certain que la grande œuvre proposée par le Gouvernement s'accomplira sans accroître le capital de la Dette publique. Les recettes de réparations à provenir de l'application du Plan Dawes doivent y suffire. On peut les supputer à 865 millions en 1928 et à 1,100 millions les années suivantes, ce qui, compte tenu des imputations de priorité, laisse une marge amplement suffisante. En prélevant sur ces sommes ce qui sera nécessaire pour alimenter le Fonds des Grands Travaux, on leur aura, en réalité, assigné avec plus de simplicité leur destination rationnelle. Ils devraient, par définition, servir aux Réparations, c'est-à-dire, pour toute la quotité des réparations déjà accomplies, à rembourser les emprunts qu'il a fallu y affecter dans l'attente des versements de l'Allemagne.

L'exécution des grands travaux publics requiert et justifie pleinement, d'autre part, le recours à l'emprunt. Y consacrer l'excédent de recettes procuré par les versements de réparations reviendra, en définitive, à donner à des emprunts anciens, improductifs ou presque pour l'État, une affectation largement productive. Le total de la dette demeurera stationnaire, mais l'élément de poids mort qu'elle enferme ira diminuant, tandis que l'élément actif s'accroîtra d'année en année, au soulagement du Budget.

Il n'est donc nullement nécessaire de prévoir, pour financer les grands travaux, une émission de titres de l'État.

La solution proposée au Parlement est, d'une part, la constitution d'un fonds, organisme mandaté par l'État pour exécuter certains travaux publics et, d'autre part, l'autorisation pour le Gouvernement de conclure avec cet organisme nouveau une convention par laquelle le Trésor public s'engage à verser annuellement les sommes prévues au programme inscrit dans la loi.

Le régime proposé assure la continuité dans l'exécution des travaux et ne modifie que très peu les méthodes suivies en matière de finances publiques et de surveillance des travaux publics.

Les travaux seront en effet étudiés par l'Administration des Ponts et Chaussées et soumis à des adjudications publiques, et les dépenses seront contrôlées par la Cour des Comptes, comme en matière de Travaux publics. Aucune administration nouvelle ne sera créée, le Conseil d'Administration du Fonds, son Comité permanent et son Directeur général ne coûteront rien à l'État.

*
* *

Le projet de loi soumis au Parlement, après avoir défini le programme des travaux à exécuter et après avoir jeté les bases du Fonds spécial destiné à couvrir les dépenses, donne certains pouvoirs au Gouvernement pour exproprier les terrains nécessaires.

Pour de grands travaux publics, il faut prévoir une procédure spéciale en matière d'expropriation.

Les articles du projet de loi sont ceux de la loi du 17 août 1897 sur les installations maritimes de Bruxelles, de la loi du 10 mai 1900 sur l'extension du port d'Anvers et de la loi du 30 mars 1906 sur le développement des installations maritimes et sur l'établissement de fortifications à Anvers.

Le Gouvernement doit pouvoir procéder aux expropriations avant même l'achèvement des études des projets; il doit dès lors acheter en certains endroits des terrains plus étendus que ceux dont il aura besoin et doit pouvoir les revendre. Il doit également pouvoir exproprier par zone dans certains cas. Toutefois, le Gouvernement n'a pas l'intention de faire une vaste opération immobilière pour bénéficier de la plus-value créée par certains travaux. Les fonds que le Parlement mettra à sa disposition seraient du reste insuffisants pour une opération de grande envergure.

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Finances,

B^{on} M. HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux Publics,*

H. BAELS.

16